

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Monsieur l'Orateur, cette motion et l'amendement ont trait à une affaire grave qui inquiète vivement les Canadiens et, plus particulièrement, les fermiers du Canada. Il est renversant de constater qu'à un moment où l'agriculture est dans une impasse inconnue depuis nombre d'années, il y ait si peu de députés à la Chambre des communes, ce qui indique bien le peu de cas qu'on fait de la situation critique des fermiers. Et quand on voit, du côté du gouvernement, qu'un seul ministre assiste au débat, le ministre d'État, député de Saskatoon-Humbolt (M. Lang), on peut deviner l'attitude du gouvernement envers la situation grave où se trouvent tous les fermiers du pays, particulièrement ceux de l'Ouest dont je vais parler.

Le député de Kent-Essex (M. Danforth) appuyé par le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Southam) a présenté une motion à laquelle un amendement a été proposé. Le motionnaire a grandement contribué à la solution du problème. Maintenant, je dois faire une mise au point: le ministre de l'Agriculture (M. Olson) est de retour.

**L'hon. M. Olson:** Je n'avais pas quitté la Chambre.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Ainsi ils ont doublé leur représentation en quelques instants.

**L'hon. M. Stanfield:** Vous ne savez jamais s'il est ici ou non.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** C'est jusqu'ici un record pour le gouvernement. Je sais que le ministre de l'Agriculture est présent aujourd'hui parce qu'il a fait un peu plus tôt la déclaration la plus vide qu'un ministre de l'Agriculture ait faite depuis 35 ans. En fait, c'était se moquer du Parlement que de faire une déclaration aussi vide et insipide, si l'on y cherche le moindre rayon d'espoir pour l'agriculteur. Elle ne peut apporter autre chose que le sentiment profond d'une immuable frustration.

**L'hon. M. Olson:** Allons donc!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je serais heureux d'entendre le ministre, de l'entendre défendre ce qui ne se défend pas, car c'est ce qu'il fera s'il prend la parole pour appuyer les propos qu'il a tenus cet après-midi. En ce qui concerne l'Ouest du Canada, cela cadre bien avec les mots immortels que le premier ministre (M. Trudeau) a prononcés à Winni-

peg: «Pourquoi m'occuperais-je de vendre du blé?» Ces mots résumaient bien l'attitude du gouvernement. Quand on lui a demandé ce qu'il entendait faire pour assurer la vente du blé canadien, il a répondu: «Pourquoi m'occuperais-je de vendre du blé?» Je cite:

D'après des agences de presse, M. Trudeau a ajouté que, même si la vente du blé était un problème national, c'était d'abord et avant tout l'affaire des agriculteurs.

L'agriculteur n'a rien à voir à la vente de son blé. Elle se fait par l'intermédiaire de la Commission du blé. Apparemment, le premier ministre l'ignore. De nouveau, je cite:

Il a dit que la vente du blé était l'affaire des agriculteurs, que la responsabilité n'en incomberait au gouvernement que si les terres et le blé appartenaient à l'État et que ce dernier embauchât des agriculteurs pour en assurer la production.

Ce genre de déclaration révèle la complète indifférence du gouvernement aux problèmes des fermiers de l'Ouest.

**L'hon. M. Lang:** Vous avez laissé tomber quelque chose.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il y a deux ministres ici présents et j'apprécie toute interruption de leur part, car je peux alors traiter et éclaircir des questions qui resteraient autrement dans l'ombre. Ils sont ici et je crois qu'ils ont conscience de leurs responsabilités.

**L'hon. M. Lang:** Puis-je poser une question au très honorable député?

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Certainement.

**L'hon. M. Lang:** Je voudrais simplement lui demander, monsieur l'Orateur, de bien vouloir nous lire l'autre partie de la déclaration du premier ministre (M. Trudeau) dans laquelle il parlait de la Commission canadienne du blé.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Oh, la Commission du blé. Je lisais le compte rendu de la *Presse canadienne*.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Et apparemment, je lirai le rapport au complet, mais l'honorable député sait que les cultivateurs de l'Ouest n'ont pas digéré les propos du premier ministre, de sorte qu'il offre ce petit alibi: «Qu'a dit le premier ministre au sujet de la Commission du blé?» Je reviendrai à la Commission du blé un peu plus tard.

**L'hon. M. Olson:** Je vous en prie.

**L'hon. M. Lang:** Oui.